

Michel Rocard : « Au départ, il y a une erreur américaine monstrueuse »

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE MINARD (ALP)



Les attentats de Paris doivent-ils nous conduire à sauver, au moins provisoirement, le régime de Bachar el-Assad ?

Michel Rocard : « Ce qui me paraît clair, c'est que depuis la rupture diplomatique avec Bachar el-Assad, nous avons renoncé à comprendre ce qui se passe en Syrie, et que nous n'existons plus. Les gens qui nous combattent sont aussi les ennemis de Bachar el-Assad. Il faut admettre cela et prendre avec précaution les mesures d'inflexion de notre politique ».

Comment expliquez-vous que le Moyen Orient soit devenu une telle poudrière ?

« Il y a des facteurs multiples dans l'explosion du Moyen Orient, où se rencontrent des intérêts de court terme, en partie pétroliers, et des colères de long terme. Le désaccord entre le monde musulman d'orientation sunnite et le monde musulman d'orientation chiite est une affaire multiséculaire. À la base, il y a eu une erreur américaine monstrueuse, qui a consisté à aller casser les reins à Saddam Hussein à partir d'une analyse incomplète de la situation de la région. Le système de Saddam Hussein, qui n'avait certes rien de sympathique, était tout de même un argument de stabilité locale qu'il aurait fallu préserver. On peut dire un peu la même chose de Bachar el-Assad. Il faudrait du calme et de la sérénité à cette région du monde. Malheureusement, tous les leaders d'opinion aggravent la situation ».

Ce drame peut-il constituer un déclic pour que l'Europe aborde enfin les questions de sécurité de manière collective ?

« L'Europe a disparu de la grande scène du Moyen Orient. Quand, par hasard, on la voit, c'est à travers l'un de ses chefs d'État qui agit ou parle au nom de son pays, et non pas en tant qu'Europe. L'Europe a disparu parce qu'elle refuse, depuis une trentaine d'années, de s'occuper de politique étrangère et de défense. Et cela ne concerne ce pas que ce qui se passe au Moyen-Orient. Le déclic suppose une disponibilité des pays d'Europe à évoquer ces sujets entre eux-mêmes si les textes constitutifs de l'Europe ne le permettent pas encore ».

La Cop 21 a été maintenue. Avez-vous espoir qu'elle débouche sur un accord déterminant pour lutter contre le réchauffement climatique ?

« Naturellement, j'ai cet espoir. Mais si j'appartiens au monde des diplomates, je ne fais pas partie de ceux qui participent à la Cop 21. Donc je me borne à espérer. Une des conséquences du réchauffement climatique, c'est le déplacement des populations ».

Dans ce contexte pourriez-vous dire à nouveau que « La France ne peut accueillir toute la misère du monde » ?

Cette phrase a été coupée ! Quand on la coupe comme cela, elle veut dire le contraire de ce qu'elle voulait dire. La phrase était : « La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde, raison de plus pour traiter déceimment la part qu'elle se doit d'en prendre ».

La France prend-elle justement la part qu'elle doit prendre ?

« Je pense que les opinions se sont emballées un peu trop vite sur le sujet, sans chercher de méthode. Mon sentiment est que quand un problème nouveau se pose - le problème vient des diverses guerres du Moyen Orient -, il faut savoir qui peut y répondre. On n'a pas assez réfléchi au fait qu'accueillir des gens, cela dépend moins des États que des mairies. Il faudrait chercher un processus politique qui permette une consultation générale des autorités locales, pour faire un vrai point sur les capacités d'accueil. Pousser des cris d'orfraie pour que les États parlent alors qu'ils ne sont pas responsables n'est naturellement pas intelligent. C'est le plaisir de ceux qui aiment voir de l'outrance dans la vie politique ».

Avez-vous le sentiment que cette crise des migrants souligne les différences qui existent entre pays européens ?

« Évidemment ! Mais en France, elle permet à l'opinion publique et à toute la presse de tomber d'accord pour court-circuiter le problème de fond. La vraie réponse est de savoir si on peut arrêter ça, si l'on peut mettre fin à la guerre, donc réfléchir à l'état de l'ONU et se demander s'il est possible d'inventer une nouvelle politique d'aide au développement. Le but est que l'avenir de la Syrie redevienne une affaire locale, ce qui n'est plus le cas ».

À moins d'un mois des élections régionales qui s'annoncent favorables pour le Front national, le débat sur la nécessité d'un front républicain ressurgit. Pensez-vous que cela parle encore aux Français ?

« Situation par situation, il faut mesurer. Il faut moins mettre des principes que des quantités. Il faut faire en fonction des forces en présence. Mais nous avons tous le même problème en Europe : les éléments excessifs de chaque camp jouent toujours en faveur des éléments excessifs de l'autre camp, pour donner plus d'intensité à la bagarre. Dans notre société, il n'y a plus que ce qui débouche sur de la médiatisation qui fait parler. Le parti socialiste devrait surtout chercher des complices parlementaires pour remettre à l'ordre du jour le fond de l'affaire qui consiste à mettre fin à un tel flux d'immigration : priorité à la consolidation de la paix et à une aide économique internationale ».

Emmanuel Macron, que vous connaissez, semble avoir la confiance des Français, mais pas celle du parti socialiste. Cela ne vous rappelle pas quelqu'un ?

« Je n'ai jamais rencontré d'opinion unanimiste sur rien ! La France est victime d'une espèce de malédiction : depuis plus d'un siècle, la partie gauche de son opinion publique est l'enfant d'une doctrine, que l'on a appelé le marxisme, plus jusqu'au-boutiste qu'elle ne l'est dans d'autres pays. L'idée qu'il faille changer la façon de penser l'économie de la gauche française commence avec Jean Jaurès, se poursuit avec Pierre Mendès-France, puis avec Jacques Delors et moi-même. Macron continue. Eh bien, bravo ! »

Michel Rocard, êtes-vous toujours socialiste ?

« Bien entendu, plus que jamais ! Être socialiste cela signifie combattre la domination du monde par les intérêts privés, personnels. Cela veut dire donner une priorité à l'intérêt collectif. Je ne crois pas qu'un pays pour qui le régulateur de l'économie reste le profit personnel et spéculatif soit en état de trouver des solutions à la crise ».